

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre - CS 60036  
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 08/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS**

**ZONE DE BERGUES  
BIERNE  
59380 Bergues**

Références : -  
Code AIOT : 0007000854

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS implanté Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Deux visites d'inspection ont été réalisées les 27/10/2025 et 02/12/2025 afin de vérifier le bon fonctionnement des pompes des bassins de confinement dans le cadre du récolement de la mise en demeure du 11/04/2025. Le présent rapport porte sur l'ensemble de ces deux visites.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS
- Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne

- Code AIOT : 0007000854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Ball Packaging Europe France SAS produit des boîtes de boissons et réalise les applications et impressions sur ces emballages.

L'établissement Ball Packaging Europe France SAS est soumis à autorisation. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007 modifié.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courriel du 10/09/2025, l'exploitant a informé l'inspection de la survenue d'un incident de fuite d'eau polluée sur le site, survenu le 09/09/2025.

L'inspection a souhaité faire un point sur cet incident ainsi que sur les actions mises en place par l'exploitant.

Un incident environnemental est survenu le 9 septembre 2025 au matin, lié à la rupture d'un raccord d'arrivée d'eau alimentant l'adoucisseur de la salle « coolant », local annexe dans lequel est produit un liquide de refroidissement et de lubrification composé d'eau et d'huile.

À 8h58, un employé de production détecte une fuite d'eau provenant du local coolant, s'écoulant vers l'extérieur du bâtiment et jusqu'aux quais de chargement de l'établissement voisin Plastipak. Une sécurisation immédiate est réalisée à l'aide du kit anti-déversement. La fuite sur le raccord de l'adoucisseur est identifiée et la vanne d'entrée est fermée. Une petite quantité d'eau chargée en huile, issue du ruissellement au sol du local coolant, s'est écoulée le long du quai de Plastipak et a atteint le réseau d'eaux pluviales via un caniveau.

L'exploitant a indiqué la chronologie suivante lors de l'inspection :

- 9h09 : alerte transmise à Plastipak ;
- 9h13 : déclenchement de l'obturateur Ball à l'entrée du site ;
- 9h25 : déclenchement de l'obturateur Plastipak au niveau des quais de chargement ;
- 9h25 : déclenchement du second obturateur Ball, par précaution.

L'intervention de la société Flamme Assainissement a débuté à 16h30 pour inspection visuelle, pompage et curage du réseau d'eaux pluviales (EP). Selon le rapport d'intervention, la pollution est restée confinée au niveau des quais Plastipak ; le fil d'eau de ce réseau étant plus bas. Aucune pollution n'a été constatée sur le réseau EP de Ball en amont de l'obturateur, ni sur le réseau extérieur.

Les opérations se sont achevées à 21h00, avec la remise en fonctionnement des obturateurs. Les eaux polluées ont été pompées et éliminées par Flamme Assainissement dans une filière adaptée. Le bon de prise en charge et d'élimination (BSD) a été transmis à l'inspection par courriel du 26/11/2025.

À la suite de cet incident, l'exploitant a engagé plusieurs actions correctives et préventives, notamment :

- la préparation d'une procédure conjointe Ball / Plastipak pour la gestion coordonnée des obturateurs en situation d'urgence, ainsi que l'organisation d'exercices environnementaux communs ;
- l'étude de la création d'un caniveau devant la porte de la salle coolant, relié à la fosse, afin de prévenir tout risque de ruissellement vers l'extérieur en cas de nouvelle fuite.

L'inspection a précisé à l'exploitant que les incidents ou accidents doivent désormais être déclarés via la téléprocédure en ligne.

Cette déclaration deviendra obligatoire à compter du 1er janvier 2026 pour tout incident ou accident. Néanmoins, cette téléprocédure étant déjà disponible, l'inspection a invité l'exploitant à y accéder et à compléter la fiche en ligne.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement des eaux	AP de Mise en Demeure du 11/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé l'ensemble des travaux demandés dans le cadre de la mise en demeure du 11/04/2025 : installation d'une alimentation électrique indépendante pour les pompes des bassins de confinement, mise en service de la nouvelle ligne Enedis, et vérification du bon fonctionnement des équipements.

Les procédures internes ont été mises à jour pour garantir le maintien de l'alimentation des pompes en cas d'incendie, avec formalisation des scénarios de coupure et mise à disposition de la fiche opérationnelle au poste de garde. L'exploitant a également renforcé les dispositifs d'obturation, revu les réseaux d'écoulement, et intégré de nouveaux exercices d'urgence environnementale.

Au regard de ces éléments et de la conformité désormais constatée, l'inspection propose de lever la mise en demeure du 11/04/2025.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Confinement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/04/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007 sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.  L'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007 :  "À compter du 1er avril 2009 : - Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir un volume minimal de 450 m <sup>3</sup> .

- Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir être confinées sur le site. Le volume minimal de confinement est de 1 200 m<sup>3</sup>.

Les eaux ainsi confinées doivent ensuite être traitées pour être rejetées conformément aux dispositions du présent arrêté ou évacuées pour être éliminées dans une filière dûment autorisée à cet effet.

L'exploitant doit pouvoir justifier, à la demande de l'inspection des installations classées, des solutions techniques retenues, permettant le respect de ces prescriptions.

Les organes de commande nécessaires au confinement des eaux en cas de besoin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance"

## Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que l'exploitant disposait de deux bassins de confinement permettant de retenir les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie. Ces bassins étaient alimentés par des pompes électriques raccordées au réseau électrique de l'établissement. En cas d'incendie, le réseau électrique serait coupé par les pompiers, empêchant ainsi les eaux d'extinction d'atteindre les bassins de confinement. Ces pompes doivent donc être équipées d'une source d'alimentation de secours. Un projet d'arrêté de mise en demeure a été signé le 11/04/2025, demandant à l'exploitant de se mettre en conformité sous un délai de 3 mois, conformément aux dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007.

Au cours de l'inspection du 27/10/2025, il a été constaté les éléments suivants :

- Les travaux de mise en place d'une alimentation électrique indépendante pour les pompes d'alimentation des bassins de confinement ont été réalisés en mars 2025. La vérification du CONSUEL a été obtenue en juin 2025 ; l'ouverture du compteur Enedis est toujours en attente malgré plusieurs relances de l'exploitant.
- L'exploitant indique que les bassins de confinement sont aujourd'hui fonctionnels, mais encore alimentés par le réseau électrique principal du site dans l'attente de la mise en service du nouveau compteur.
- L'inspection précise que les deux points de livraison indépendants ne doivent pas être coupés en cas d'incendie ; aucune formalisation écrite n'a, à ce jour, été transmise aux équipes et aux services de secours pour en garantir la bonne application opérationnelle.

L'exploitant a indiqué, par courriel du 26/11/2025, que le compteur est désormais ouvert et que les deux pompes sont reliées à un nouveau réseau électrique indépendant du réseau de l'usine. Il a également transmis à l'inspection un courriel d'Enedis en date du 26/11/2025 confirmant la mise en service de la nouvelle ligne électrique.

Une nouvelle inspection a été réalisée le 02/12/2025 afin de vérifier le bon fonctionnement des pompes. L'exploitant a mis les pompes en marche forcée. Il a également formalisé, dans sa procédure interne, les scénarios de coupure électrique liés aux incendies, permettant la mise sous confinement du site tout en maintenant l'alimentation des pompes de relevage des eaux d'extinction, et en précisant les points de coupure distincts pour l'usine. La fiche opérationnelle, constatée par l'inspection, est bien présente au poste de garde.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en conformité des bassins de confinement, l'exploitant a procédé à la vérification complète de ces dispositifs :

- L'exploitant a renforcé le dispositif d'obturation des réseaux d'assainissement du site par l'installation d'un ballon obturateur supplémentaire, afin de garantir la fermeture du réseau en cas d'incendie ou de fuite. La procédure interne intitulée « Procédure de déclenchement des obturateurs », référencée PR.BIE.EHS.014, a été revue le 04/11/2025

afin d'intégrer ce nouveau dispositif. La procédure a été communiquée à l'inspection par courriel du 26/11/2025 ;

- Les réseaux et pentes d'écoulement ont également été revus et ajustés afin d'assurer une orientation maîtrisée des effluents vers les ouvrages de confinement ;
- L'organisation interne a été renforcée par l'intégration d'exercices d'urgence environnementaux ciblés (scénarios de fuite ou pollution accidentelle), en complément des exercices d'évacuation incendie déjà réalisés.

Les équipes opérationnelles ainsi que le poste de garde ont bénéficié d'une information et d'une sensibilisation sur le fonctionnement des obturateurs (commandes manuelles et télécommandées).

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure en date du 11/04/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure